

Coup de pression contre la science

Dans une posture de neutralité ou en prenant la parole dans l'espace public, les chercheurs subissent de la même manière différentes formes d'attaques ou d'actes d'intimidation. Poussant ainsi certains à sortir de leur réserve par devoir citoyen. Enquête.

David Trotta

Mi-janvier 2019, le maître d'enseignement et de recherche Luca Fumagalli publie les résultats d'une analyse, réalisée sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement, au sujet de l'hybridation du loup avec le chien. Une question devenue depuis plusieurs années un enjeu politique. Pour le chercheur, le taux de croisement est très faible. Comme il l'indique dans *Scientific Reports*. Puis via le portail d'actus de l'UNIL dans la foulée. L'information est reprise dans une dépêche de l'Agence télégraphique suisse. Puis relayée partout dans la presse.

Le jour même, les réactions pleuvent. Notamment du côté de ceux pour qui il s'agit d'une mauvaise nouvelle. Au 19h30 de la RTS, un second biologiste, de l'Université de Berne, souligne la victoire de l'évidence scientifique face au sens commun. La parole est aussi donnée à un élu valaisan qui réfute ces résultats, se basant sur les données d'un laboratoire privé allemand. Le débat est ouvert, mais jusque-là tout se déroule de façon habituelle.

La situation change début février. Lorsque Luca Fumagalli découvre une publication sur Facebook réalisée par un collectif qui, entre autres, remet en cause l'indépendance et l'intégrité du chercheur. Dans un graphique et dans un document de six pages à télécharger, il est associé, identité, photo et institution d'affiliation à l'appui, à plusieurs laboratoires, groupes et organisations. Tous présentés comme des défenseurs du loup et de sa « réintroduction », rassemblés sous le titre « Manipulation de l'opinion publique ». Si le biologiste est habitué à la contradiction, c'est toutefois une première qui ne le laisse pas totalement indifférent.

Du travail scientifique

L'exemple n'est de loin pas isolé. Si la controverse a toujours fait partie de la réalité scientifique, elle a toutefois pris de l'ampleur. Parce que les voix qui s'élèvent contre les chercheurs se font plus vives et parce que le nombre d'acteurs de qui proviennent les attaques s'est

multiplié. Impactant dès lors les stratégies de défense des chercheurs. Pour Luca Fumagalli, elle reste cependant la même. « Je produis des données scientifiques et pas d'opinions. Je ne donne pas d'avis personnel si je soupçonne qu'il sera exploité uniquement pour alimenter la polémique ou la désinformation. Je refuse dès lors les invitations à des débats quand le sujet touche à autre chose que la génétique du loup. »

Se protéger sans sortir du cadre, c'est aussi le conseil d'Olivier Ribaux, directeur de l'École des sciences criminelles. Un champ particulièrement concerné par les dossiers sensibles. « Différents mécanismes ont été mis en place afin de lutter contre les biais potentiels identifiés depuis longtemps. La pression inhérente à l'exercice du tribunal, la peur de se tromper ou l'envie de faire plaisir à un interlocuteur par exemple. Ils sont différents selon les situations et passent soit par la contextualisation des éléments à disposition, soit au contraire par un processus de décontextualisation. Il est fréquent qu'un scientifique ne sache pas à quelle affaire sont liées des traces ou des empreintes qu'il doit analyser. » Ce qui laisse penser que l'ampleur des enjeux peut contraindre son travail ? « Si quelqu'un devait me dire qu'il n'y pense pas dans le cadre d'un dossier particulièrement sensible, je me dirais que cette personne ment. Mais si on a peur, on ne fait pas ce métier. En sachant aussi, et il faut le souligner, que, même à niveau de responsabilité très élevé, nous sommes bien moins exposés qu'un magistrat ou un enquêteur prenant des décisions déterminantes et généralement plus directement en contact avec les personnes mises en cause. »

À l'acte citoyen

Pour certains, le travail scientifique va aujourd'hui bien au-delà de la porte de leur laboratoire. S'ils prêtent le flanc à la controverse, ou à de nombreuses tentatives de décrédibilisation, c'est avant tout par devoir citoyen. Comme Solange Ghernaouti, experte internationale en cybersécurité, très fréquemment appelée par les médias pour décrypter l'impact du numérique, ses dérives ou les compor-

tements des géants du web. « Il est impératif d'avoir la force de ses convictions. Et il faut que les gens se fassent entendre. Pour réussir à faire changer les choses, un modèle de société, nous avons besoin de personnes à haute valeur morale, qui n'hésitent pas à pointer ce qui doit l'être. Pas seulement pour soi, mais pour celles et ceux dont on n'entend pas la voix, qui ont aussi des choses à dire. »

Souligner les dysfonctionnements malgré les critiques, c'est aussi le parti qu'a choisi Dominique Bourg, expert en environnement. Récemment encore, il était cosignataire, avec plus de 260 chercheurs suisses, français et belges, d'une tribune au sujet de la grève climatique mondiale du 15 mars. Dans celle-ci, il n'hésitait pas à marteler les menaces auxquelles doit faire face la planète, mais aussi à désigner des responsables, l'inaction politique et le pouvoir détenu par les milieux économiques. « Nous entendons déjà ceux qui crieront au scandale de la politisation du savoir. Quelle hypocrisie et quel cynisme! [...] La seule vraie neutralité réside dans les instruments et les méthodes, ceux qui sont mis à profit par les empoisonneurs comme par les lanceurs d'alerte qui en dénoncent les agissements. Épouser et soutenir le mouvement d'une civilisation mortifère, c'est loin d'être neutre. Le dénoncer et le refuser nous paraissent simplement constituer un acte citoyen. C'est pourquoi nous rompons avec le devoir de réserve que nous nous sommes si souvent imposé. »

Deux profils

À multiplier les exemples et au regard des débats sur la place et le rôle du scientifique dans la société, force est de constater deux positions distinctes. D'un côté ceux pour qui le métier impose une réserve, et les autres pour qui les chercheurs se doivent d'alerter le monde sur son état. « Le scientifique se trouve actuellement dans une position difficile, notamment parce que de plus en plus d'acteurs qui divergent dans leurs perspectives sont agrégés autour d'un même problème, souligne Alain Kaufmann, sociologue des sciences et directeur du ColLaboratoire. Je pense que nous ne pouvons plus ne pas prendre parti sur certains

objets. Avec le tournant déjà amorcé dans les années 60 aujourd'hui renforcé, le clivage va très probablement devenir plus grand entre les chercheurs qui acceptent de rentrer en matière sur les composantes politiques, sociales et éthiques de leur pratique, donc celles et ceux qui vont au-delà de leur expertise purement technique, et les autres qui resteront dans une posture de retenue.»

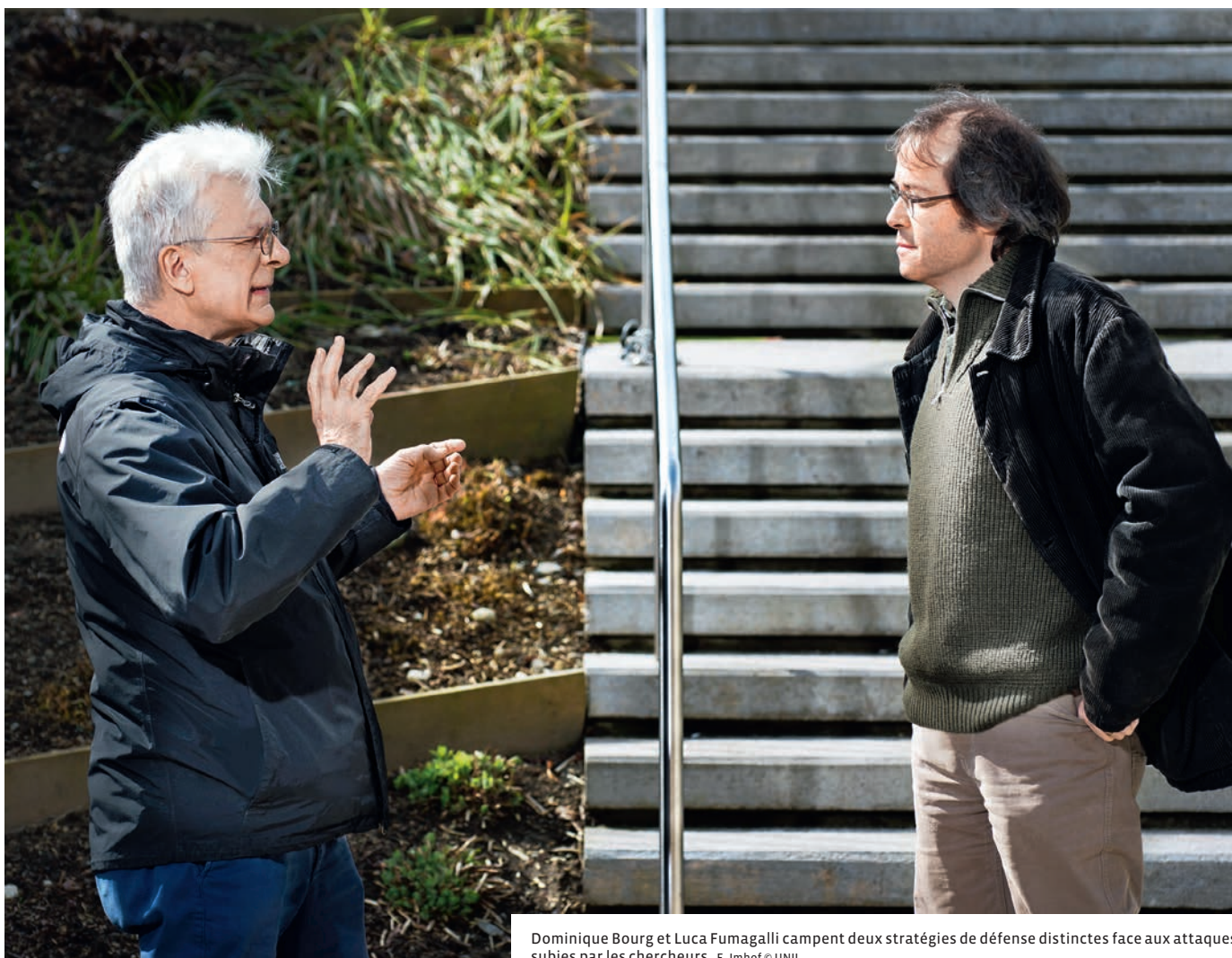
D'un profil à l'autre, la ligne de défense montre ses limites face aux attaques. Notamment avec la prolifération de *fake news* et une montée des populismes qui s'accompagne d'une défiance envers les scientifiques. «J'ai en effet le sentiment que la démarche que nous défendons, factuelle, documentée et objective, est fréquemment remise en cause de façon assez abrupte, confirme le vice-recteur à la recherche François Bussy. Nous devons défendre haut et

fort ces valeurs et accepter le débat quand les choses sont faites dans les règles de l'éthique et de la déontologie.»

Mais tous ne disposent pas des mêmes armes. Ce qu'a pu constater l'UNIL en 2017 lorsque la PMU publiait une étude sur la nouvelle cigarette électronique de l'industrie du tabac, présentée par cette dernière comme moins nocive. «Dans un tel cas, la seule posture que nous pouvons adopter est de défendre l'objectivité et la rationalité de la science. Le soutien juridique dont bénéficient ces entreprises est sans commune mesure avec la nôtre. Raison pour laquelle nous avons porté le débat dans le domaine que nous maîtrisons, pour l'heure encore, de la démarche scientifique. À constater le climat politique ambiant aux États-Unis, ou dans d'autres pays d'Europe, on peut toutefois se demander jusqu'à quand cela

sera possible.» Sur la question des scientifiques au profil plus engagé, François Bussy insiste pour qu'ils parlent en leur nom propre. «Une responsabilité personnelle que nous sommes en droit d'attendre. Mais je me battrais pour qu'ils puissent exprimer leur opinion. Il s'agit une fois encore de débattre, parfois avec des gens de la même institution. Jamais en revanche il ne faudrait tenter de museler les chercheurs.»

D'une posture à l'autre, les scientifiques ont à faire face à une situation complexe à laquelle ils ne sont pas habitués, encore moins préparés. Si jusque-là beaucoup montrent une capacité nécessaire à résister à la gronde, reste à savoir comment ils trouveront les moyens de se prémunir face à une réalité qui prend toujours un peu plus d'ampleur.



Dominique Bourg et Luca Fumagalli campent deux stratégies de défense distinctes face aux attaques subies par les chercheurs. F. Imhof © UNIL